



REGLEMENT DE CONSULTATION

CONSULTATION N° 2020 011 DENT 008

MARCHE DE SERVICES

Lieu d'exécution

Hôpital Bichat – Claude Bernard
46 Rue Henri Huchard
75018 Paris

Date et heure limites de réception des offres :

VENDREDI 5 FEVRIER 2021 A 17H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET, TYPE ET DUREE DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET	3
1.2 TYPE.....	3
1.3 DUREE.....	3
1.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
1.5 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2. FORME DU MARCHE	4
2.1 ALLOTISSEMENT.....	4
2.2 PRIX	4
ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE	4
3.1 LES CONDITIONS DE LANGUE :.....	4
3.2 CANDIDATURE.....	4
LE DOSSIER DEPOSE SUR HTTPS://WWW.MARCHES-PUBLICS.GOUV.FR/ SERA COMPOSE DES ELEMENTS SUIVANTS :.....	4
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	5
ARTICLE 5. ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	6
ARTICLE 6. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU	7
ARTICLE 7. NON RETENUS ET VOIES DE RECOURS	7
7.1 NON RETENUS	7
7.2 RECOURS :.....	7
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	7

ARTICLE 1. OBJET, TYPE ET DUREE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

Le présent Règlement de consultation porte sur les prestations de maintenance et d'entretien de l'ensemble des thermoscelleuses et matériels associés de la cuisine de l'hôpital BICHAT-CLAUDE BERNARD.

1.2 Type

Le marché est passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles R. 2123-1 R. 2123-5 R. 2123-6 et R. 2131-12 R. 2131-13 R2131-18 du code de la commande publique.

Le marché est constitué d'une part forfaitaire et d'une part à commande.

1.3 Durée

Le marché prendra effet à compter de sa notification au titulaire pour une durée de 48 mois.

La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

Il sera résiliable annuellement sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris à chaque date anniversaire.

1.4 Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée en page de garde du présent règlement de consultation.

1.5 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation.
- L'Acte d'engagement à remplir par le soumissionnaire ;
- L'annexe financière de l'Acte d'engagement correspondant à l'offre du candidat ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires **composé de 6 onglets** (BPU)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire **composée de 2 onglets** (DPGF)
- Les modèles de lettre de candidature (DC1) et de déclaration du candidat (DC2) préremplis.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications non substantielles au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ

2.1 Allotissement

L'acheteur décide de ne pas alloter car cela rendrait techniquement plus difficile l'exécution des prestations. En effet, la quantité d'appareils possédée par l'APHP n'est pas compatible avec un allotissement.

2.2 Prix

Les prix seront mixtes :

- Prix forfaitaire rémunérant la maintenance préventive figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Prix unitaires des pièces détachées figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE

3.1 Conditions de langue

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.¹

Conformément à l'article R 2143-16 du Code de la Commande Publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

3.2 Candidature

3.2.1. Constitution du dossier de candidature :

Le dossier déposé sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/> sera composé des éléments suivants :

- 1) la lettre de candidature et le cas échéant d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (**DC1**) ; Ce document sera accompagné d'un éventuel pouvoir, décerné à la personne qui sera habilitée à engager la société.
- 2) la déclaration du candidat (**DC2**) indiquant précisément les qualités de la personne habilitée à engager la société.
- 3) l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé électroniquement, accompagné d'un relevé d'identité bancaire ou postal.
- 4) une description de la démarche proposée par le candidat faisant ressortir son intérêt pour le marché (mémoire technique) présentant notamment :
 - Garantir la fiabilité et la pérennité du fonctionnement des thermoscelleuses
 - Entretenir l'état de propreté du matériel et du lieu de l'intervention après chaque intervention
 - Intervenir sur demande de l'hôpital en cas de panne
 - Mettre à disposition un personnel formé et qualifié

- 5) un K-BIS datant de moins de 6 mois.
- 6) un certificat d'assurance responsabilité civile en lien avec l'objet du marché et en cours de validité.
- 7) les fiches techniques des produits

3.2.2. Présentation de l'offre dématérialisée :

Les offres doivent être remises via la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les plis devront impérativement être déposés avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées en page de garde.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

En application des articles R 2132-1 à 14 du Code de la Commande Publique, les candidats ont la possibilité de répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr> et ce **avant la date et heure limite indiquée en page de garde du présent Règlement de consultation.**

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement notamment) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

Copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

**Cellule des marchés du GHU APHP.Nord
Hôpital Bretonneau
23 rue Joseph de Maistre – 75018 Paris
(Cf. annexe jointe – plan d'accès)**

Avant les date et heure limites indiqués en page de garde du présent Règlement de consultation.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque la cellule des marchés a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à la cellule des marchés dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

ARTICLE 5. ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 à 12 du Code de la Commande Publique.

5.1 Critères de jugement des offres

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur procède comme indiqué à l'article L2152-7 -8 et R2152-6 à -12 du Code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

1	Proposition financière	55 %
2	Valeur technique	40%
2A	Méthodologie organisationnelle	20%
2B	Hygiène et sécurité	10%
2C	Matériel	10%
3	Qualité de la présentation de l'offre	5%

Le candidat donne un maximum de renseignements au regard de ces critères de jugement.

- Le critère financier sera noté de manière proportionnelle par rapport à l'offre la moins élevée.

ARTICLE 6. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

L'attributaire devra produire les pièces suivantes si celles-ci n'ont pas été remises lors de la candidature :

- a) Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours de cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8221-3, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1, L 5212-1, L 5212-2, L 5212-5, L 5212-6, L 5212-7, L 5214-1, D8222-5, L 8222-1 et L 8222-2.
- b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le refus ou l'absence de la transmission desdites pièces dans les délais mentionnés par le pouvoir adjudicateur entraînera le rejet de l'offre du candidat.

ARTICLE 7. NON RETENUS ET VOIES DE RECOURS

7.1 Non retenus

Les candidats non-retenus seront informés du rejet de leurs offres par l'acheteur, selon les dispositions fixées par l'article R2181-1 à -4 du code de la commande publique.

7.2 Recours :

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

✉ : greffe.ta-paris@juradm.fr

☎ : 01 44 59 44 00

📠 : 01 44 59 46 46

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question sur un fichier informatique type Word ou PDF au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

La cellule des marchés transmet les réponses à ces questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>